



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le

Nos réf. : SAU/FB/MT n° 25-613

Affaire suivie par : Fabrice BOBLIQUE
fabrice.boblique@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 51 37 61 70

Courriel : ud10-52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES**

à Monsieur le Préfet de l'Aube

Objet : Société COVED ENVIRONNEMENT à LA CHAPELLE-SAINT-LUC – Examen du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale – Demande d'autorisation environnementale portant sur un projet de développement d'activité déchets dangereux et non dangereux

Par transmission électronique du 23 juillet 2023, la société COVED ENVIRONNEMENT a déposé auprès du Guichet Unique de la préfecture de l'Aube, une demande d'autorisation environnementale dont le numéro de dossier est le B-230724-152855-771-004 et mis à jour le 23 décembre 2024 et le 20 janvier 2024.

L'exploitant a transmis le mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) Grand Est n° MRAe 2025APGE10 du 20/02/2025 transmis le 21 février 2025.

Le projet consiste à développer les activités liées aux déchets dangereux en ajoutant notamment l'activité de traitement d'emballages plastiques vides souillés sur le site (recyclage par déchiquetage), l'augmentation de quantités de déchets dangereux et non dangereux stockés sur site, l'activité de broyage de bois et une rétention incendie.

Le présent rapport est destiné à proposer à Monsieur le Préfet de l'Aube d'autoriser ce projet. Un projet d'Arrêté préfectoral est joint à ce rapport.

Rédigé par l'inspecteur de l'Environnement

Le Chef de l'Unité Départementale
Aube – Haute-Marne

Fabrice BOBLIQUE

Manuel VERMUSE

1. **CONTEXTE**

1.1 **Informations relatives à la demande**

Pétitionnaire	COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED (COVED)	
Adresse du siège social	Z.I. des Prés-de-Lyon - Rue des Prés de Lyon 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC	
Intitulé du projet	Développement de l'activité liée aux déchets dangereux	
Dates clés de la procédure	Dépôt du dossier : 24 juillet 2023	
Type de projet		Autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux, aménagement soumis à la loi sur l'eau (IOTA) - Article L. 181-1-1° du code de l'environnement
	X	Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) - Article L. 181-1-2° du code de l'environnement
Adresse d'implantation	Z.I. des Prés-de-Lyon - Rue des Prés de Lyon 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC	
N° de l'AIOT concerné	5701952	
Corpus réglementaire couvert par l'autorisation	X	Absence d'opposition à déclaration IOTA
	X	Déclaration ou enregistrement ICPE
Nom et coordonnées de la personne responsable du dossier	Par mandat de dépôt : Nom : ROUSSEAU Prénom : Elodie Société : ICE CONSEIL SIRET : 83826837300035 Téléphone : fixe : +(33) Courrier électronique : contact@ice-conseil.fr Adresse : 4, impasse du Raquer – 56610 ARRADON	

1.2 Présentation de l'AIOT et description du projet

La société COVED Environnement est prestataire de services dans le secteur de la propreté de l'environnement, auprès des industriels et des collectivités locales.

Le site est actuellement autorisé à exploiter les activités suivantes :

- transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (autorisation),
- stockage temporaire de déchets dangereux (autorisation),
- traitement de déchets non dangereux (déclaration),
- transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois (enregistrement),
- transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux (déclaration),
- transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (déclaration),
- transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre (déclaration),
- transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes (déclaration)

Le projet porte sur les modifications suivantes :

- l'ajout d'une activité de recyclage des emballages vides souillés,
- l'ajout d'une activité de rinçage des contenants de déchets (caisses palettes par exemple) pour les réexpédier propres aux clients,
- l'augmentation de la surface de stockage des déchets dangereux,
- l'ajout d'un broyeur à bois ponctuellement sur le site permettant d'obtenir de nouveaux exutoires pour ces déchets,
- le rehaussement du mur coupe-feu à l'arrière du bâtiment 3 sur une hauteur de 3 m,
- la réalisation d'un ouvrage de confinement des eaux d'extinction d'incendie de type bassin étanche, réservoir enterré, cuve aérienne, etc.

1.3 Contexte administratif

Le site est concerné par les rubriques de l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement.

Les installations classées de ce site sont encadrées par les arrêtés préfectoraux suivants :

- ✓ arrêté préfectoral n° 00-0348 A du 2 février 2000
- ✓ arrêté préfectoral n° 2014155-0006 du 4 juin 2014
- ✓ arrêté préfectoral n° PCICP2019169-0002 du 18 juin 2019
- ✓ arrêté préfectoral n° PCICP2023101-0001 du 11 avril 2023
- ✓ arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2023235-0002 du 23 août 2023

L'établissement est classé sous le régime de l'autorisation de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le projet du site localisé à LA CHAPELLE-SAINT-LUC correspond à une modification substantielle des activités au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement.

1.3.1 Classement IED

Le site est concerné par le BREF « WT » (Traitement des déchets) et par conséquent par la rubrique IED 3550 l'article R. 515-61 du Code de l'environnement.

1.3.2 Classement SEVESO

La directive n°2012/18/UE, dite SEVESO III, a été adoptée le 4 juillet 2012 et a pris effet le 1^{er} Juin 2015. Elle abroge la directive 96/82/CE (SEVESO II). Cette directive a été transposée par la loi n°2013-619 du 16 juillet 2013. Cette nouvelle directive a amené à la modification de la nomenclature des installations classées (décret n°2014-285 du 3 mars 2014).

Le site n'est pas classé sous le statut SEVESO.

1.3.3 RUBRIQUES ICPE

Rubrique	Désignation de l'activité	Quantité projetée	Régime
3510 IED	Traitement de déchets dangereux Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/ régénération des solvants - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage	Reconditionnement de déchets dangereux avant incinération > 10 t/j	A
3550 IED	Stockage temporaire de déchets Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 , dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	715 t	A
2710	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t	La quantité de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation est de 15 t au maximum	A

Rubrique	Désignation de l'activité	Quantité projetée	Régime
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	La quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation est de 715 t au maximum	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795 Traitement de déchets dangereux	Recyclage d'emballages vides souillés environ 2,5 t/j	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1) Supérieure ou = à 10 t/j	La quantité de déchets dangereux non dangereux traités est de 30 t/j au maximum	A
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent étant : 2) Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est de 6 100 m ³ au maximum	E
2716	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1) Supérieur ou = à 1 000 m ³	Le volume de déchets non dangereux non inertes susceptible d'être présents dans l'installation est de 1 450 m ³ au maximum	E
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Le volume annuel de gazoil distribué est de 850 m ³ / an au maximum	DC
2710	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	La quantité de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation est de 300 m ³ au maximum	DC

Rubrique	Désignation de l'activité	Quantité projetée	Régime
2711	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2) Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Le volume de DEEE susceptibles d'être présents dans l'installation est de 940 m ³ au maximum	DC
2713	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface étant : 2) Supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1 000 m ²	Surface de 250 m ² au maximum	D
2715	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	Le volume de déchets de verre susceptible d'être présents dans l'installation est de 250 m ³ au maximum	D

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

1.3.4 Rubrique IOTA

Le positionnement de l'établissement, au titre de la législation des IOTA (Loi sur l'eau) est précisé dans le tableau suivant portant régularisation de l'installation

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Rejet des eaux pluviales dans le réseau public	Surface d'emprise du site 2,76 ha	D

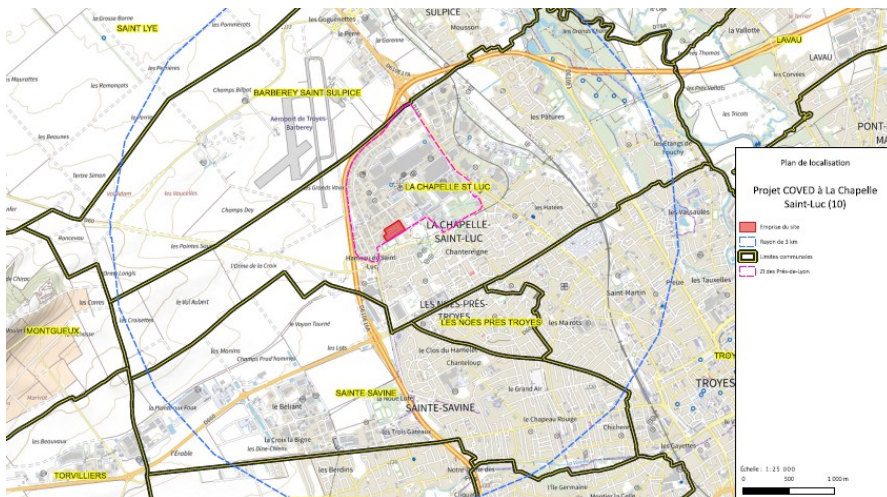
D (Déclaration)

2. DOSSIER DU PÉTITIONNAIRE

Les éléments reportés dans les paragraphes suivants sont issus du dossier de demande d'autorisation déposé le 23 juillet 2023 et des compléments apportés.

2.1 Environnement du projet

L'établissement COVED Environnement est localisé sur la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC (10) sur la Zone Industrielle des Prés-de-Lyon.



L'établissement est implanté sur les parcelles n° 256, 258, 276, 289, 290 et 291 de la section AO du cadastre de la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC, représentant une emprise foncière de 27 612 m².

Le site visé par le projet accueille d'ores et déjà les activités actuelles de COVED Environnement et à ce titre, l'exploitant a choisi de renforcer l'activité sur le site existant.

Ce choix permet d'ailleurs d'éviter certaines incidences potentiellement négatives :

- aucun besoin de nouveaux réseaux ou de nouvelles routes,
- pas de nouvelles surfaces imperméabilisées,
- aucun impact sur les éléments patrimoniaux,
- impact très faible sur le paysage.

2.2 Compatibilité aux documents d'urbanisme + plans et programmes

2.2.1 DOCUMENT D'URBANISME

Le dossier fait référence au PLU de la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC approuvé le 19 décembre 2017. L'établissement est en zone UY réservée à l'accueil des activités industrielles. Le dossier conclut à la compatibilité du projet avec le PLU.

2.2.2 SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) DU BASSIN DE LA SEINE ET DES COURS D'EAU CÔTIERS NORMANDS 2022-2027

La commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC ne dispose pas de SAGE.

Le SDAGE du bassin Seine-Normandie 2022-2027 a été approuvé le 6 avril 2022.

Les 5 orientations définies dans le document, destinées à promouvoir une gestion équilibrée de la ressource en eau à l'échelle du bassin sont étudiées.

La cartographie du SDAGE de Seine-Normandie montre que l'établissement serait localisé au sein d'une zone large présentant une assez forte potentialité de présence de milieux humides.

2.2.3 PLAN RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS (PRPGD)

L'exploitant indique que son projet sera compatible au SRADDET de la région du GRAND-EST.

L'origine des déchets traités est fournie, comme suit :

Déchets dangereux	>90 % des départements référencés			<10 %
		Départements limitrophes de l'Aube	Départements non limitrophes de l'Aube	Autres - France entière
Grand Est	Ardennes (08) Aube (10) Marne (51) Haute-Marne (52) Meuse (55)			
Ile de France		Seine-et-Marne (77)		
Bourgogne Franche-Comté		Côte-d'Or (21) Yonne (89)	Nièvre (58)	
Centre Val de Loire			Loiret (45)	

Déchets non dangereux	>90 % des départements référencés			<10 %
		Départements limitrophes de l'Aube	Départements non limitrophes de l'Aube	Autres - France entière
Grand Est	Ardennes (08) Aube (10) Marne (51) Haute-Marne (52) Meuse (55)			
Ile de France		Seine-et-Marne (77)		
Bourgogne Franche-Comté		Côte-d'Or (21) Yonne (89)	Nièvre (58)	
Centre Val de Loire			Loiret (45)	

Les typologies de filières de traitement des déchets sont :

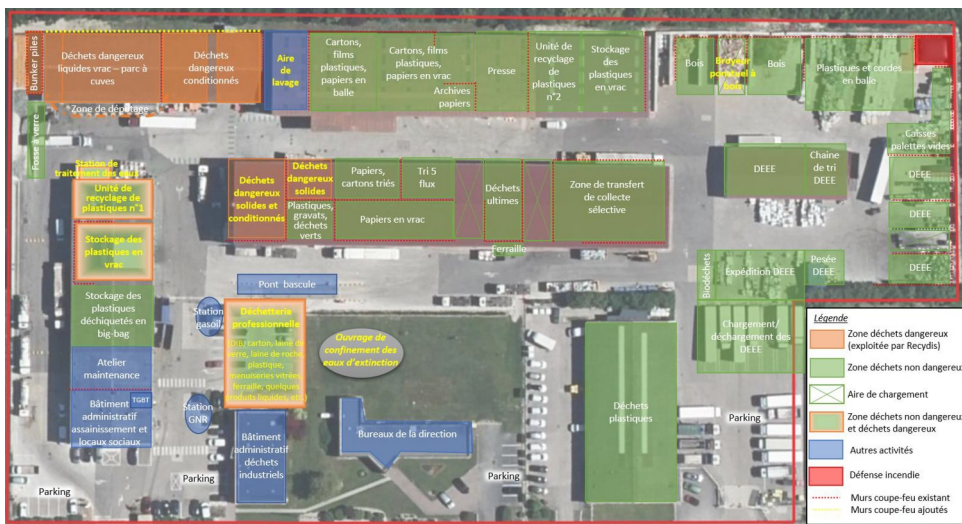
	Code de l'opération	Description du traitement et du regroupement
Valorisation	R1	Utilisé comme combustible (Valorisation énergétique)
	R2	Régénération de solvant
	R3	Recyclage inorganique
	R4	Recyclage métallique
	R5	Recyclage organique
	R6	Régénération d'acide ou de base
	R7	Récupération de capteurs de polluants
	R9	Régénération des huiles
	R12	Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations R1 à R11
	R13	Stockage de déchets préalablement à l'une des opérations R1 à R12
Élimination	D5	Mis en Centre d'Enfouissement Technique (CET)
	D8	Traitement biologique avant élimination
	D9	Traitement physico-chimique avant élimination
	D10	Incinéré
	D13	Regroupement préalablement à l'une des opérations D1 à D12
	D15	Stockage préalablement à l'une des opérations D1 à D14

2.2.4 U_{SAGE} FUTUR

En cas d'arrêt de son installation, la société COVED Environnement projette une remise en état des terrains pour un usage futur à vocation d'activités industrielles. Cette proposition d'usage futur s'appuie sur le zonage du PLU de LA CHAPELLE-SAINT-LUC.

2.2.5 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'agencement projeté est présenté sur le plan ci-après (en jaune figure les évolutions principales).



2.3 Capacités techniques et financières

La société COVER indique un savoir-faire dans la gestion des déchets industriels non dangereux et dangereux grâce à des moyens matériels adaptés et des moyens humains.

2.4 Air (dont GES et changement climatique)

État initial

La qualité de l'air au niveau de la zone d'étude est suivie par l'association ATMO Grand Est. Le dernier bilan disponible de la qualité de l'air suivi au niveau régional et départemental est celui de l'année 2021. Toutefois, compte tenu de la crise sanitaire, le bilan analysé est celui de l'année 2019. Globalement la qualité de l'air au niveau du département de l'Aube en 2019 a été satisfaisante (pour 69% du temps) mais comprend également pour 31% du temps un état médiocre à très mauvais lié notamment à des dépassements du seuil d'information-recommandations pour les paramètres ozone (O_3), particules en suspension (PM_{10}) et dioxyde d'azote (NO_2).

Actuellement, l'activité peut entraîner des émissions de poussières notamment lors de la circulation des véhicules sur le site et des différentes opérations réalisées sur le site, sans mesures d'émission.

Incidences projetées dues au projet

Les émissions atmosphériques peuvent être liées :

- aux gaz d'échappement des véhicules circulant sur le site
- au déconditionnement et regroupement, stockage de certains déchets, dépotage/empotage des camions citernes,

Le stockage des déchets peut être à l'origine d'émanations à l'atmosphère mais les flux sont très faibles au vu des matières stockées, très peu volatiles.

Une activité de déconditionnement des déchets liquides conditionnés en petits volumes et regroupés dans des contenants étanches de grande capacité (1 000 litres ou autres) est également réalisée au sein du site. Cette activité peut être à l'origine d'émanations ponctuelles qui resteront toutefois très limitées au regard de la nature des déchets liquides et des opérations réalisées. En effet, le transvasement est réalisé sur une courte durée, gravitairement ou à l'aide d'une pompe par le biais de l'orifice présent sur les couvercles des fûts et des GRV.

Les déchets solides vrac entreposés au sein d'une alvéole dédiée dans des bennes et caisses palettes étanches peuvent également être à l'origine d'émanations dans l'atmosphère. Néanmoins, elles sont limitées du fait des modalités de stockage : sous couverture, bennes et caisses palettes bâchées, et de la nature même de ces déchets solides.

- broyage de bois,
- rejets des installations de recyclage (unités de recyclage des plastiques n°1 et n°2).

L'activité de COVED n'est pas de nature à générer des odeurs.

Mesures proposées par l'exploitant

Les véhicules seront entretenus régulièrement et feront l'objet des contrôles périodiques réglementaires permettant de vérifier le respect des valeurs limites de rejets des gaz d'échappement et les opérations de chargement et de déchargement resteront réalisées moteurs à l'arrêt et les circulations sur site limitées au maximum.

La société COVED fait procéder à un balayage-nettoyage des voiries tous les 15 jours et un balayage quotidien du site par les salariés à chaque fin de journée.

Les fûts et contenants de déchets inflammables et réactifs sont étanches et stockés en l'état. Ils ne font l'objet d'aucune manipulation de regroupement ou de reconditionnement et ne sont par conséquent pas à l'origine d'une émanation de gaz polluants. Les déchets dangereux liquides en vrac sont stockés de façon temporaire au sein de cuves étanches de stockage (parc à cuves) après dépôtage sur l'aire dédiée sur le site.

Le broyeur de déchets de bois sera capoté.

L'enjeu sur la qualité de l'air est considéré comme faible en période de fonctionnement normal.

2.5 Eaux superficielles – Aspect quantitatifs

État initial

L'activité nécessite un apport en eau pour l'aire de lavage, les eaux sanitaires, le nettoyage des locaux et les eaux de protection incendie assuré par le réseau d'eau public pour un volume indiqué de 2 500 m³.

Incidences projetées dues au projet

Le besoin en eau pour le nettoyage de conditionnements de transport de certaines catégories de déchets dangereux et non dangereux est estimé à 2 m³/jour soit 500 m³ par an.

Le besoin total estimé pour l'installation est de 3 000 m³/an.

Mesures proposées par l'exploitant

Aucune mesure particulière sur la consommation.

2.6 Eaux superficielles - Aspects qualitatifs

État initial

Les eaux résiduaires sanitaires sont orientées vers une installation de traitement communale.

Les eaux usées issues du lavage extérieur des camions sont envoyées au réseau d'assainissement communal après traitement par un séparateur/débourbeur d'hydrocarbures.

Les eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur/débourbeur d'hydrocarbures puis sont rejetées dans le ruisseau de la Noue Robert.

Les eaux pluviales de toiture sont acheminées vers des puits d'infiltration présents sur le site.

Incidences projetées dues au projet

Pas d'incidence indiquée.

Mesures proposées par l'exploitant

Les réseaux de collecte sont aménagés afin de séparer les effluents sanitaires (eaux usées domestiques) et les effluents industriels pollués (eaux pluviales, eaux de lavage, eaux incendie).

Les eaux souillées issues du lavage des conditionnements ayant contenu des substances ou mélanges dangereux seront récupérées et traitées comme des déchets dangereux.

L'unité de recyclage des plastiques dispose d'une station de traitement des eaux souillées issues de la ligne de lavage des plastiques et fonctionne en circuit fermé.

Les actions suivantes ont été mises en place sur le site fin 2021/début 2022 afin de respecter les seuils réglementaires :

- dallage de la plateforme DEEE et de la plateforme derrière l'atelier mécanique,
- établissement d'un contrat de sous-traitance avec une société spécialisée pour un balayage-nettoyage des voiries du site tous les 15 jours,
- balayage quotidien du site assuré par les salariés, à l'aide d'un chariot et d'une brosse à chaque fin de journée afin de limiter la présence de poussières sur les voiries,
- mise en place d'un planning de nettoyage des canalisations et des différents séparateurs/débourbeurs d'hydrocarbures du site,
- installation de « paniers » au niveau des 10 regards du site.

L'étude d'impact identifie un enjeu modéré sur les eaux superficielles.

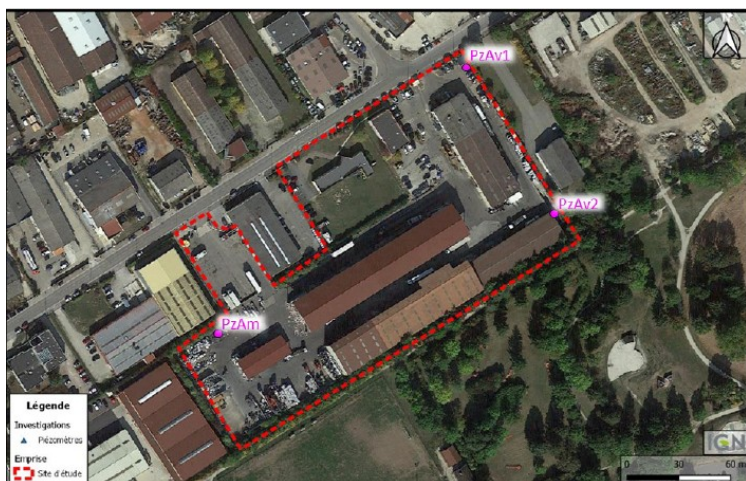
2.7 Sol et eaux souterraines

État initial

La commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC est localisée dans le périmètre du bassin Seine-Normandie, au droit de masse d'eau souterraine « craie du Sénonnais et pays d'Othe » et « l'Albien Néocomien captif », respectivement considérées comme état médiocre et bon.

Le suivi des impacts de l'activité du site est décrit dans le rapport de base du site prescrit dans le cadre de l'IED (directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, transposée en droit Français par le Décret n°2013-374 du 2 mai 2013).

L'exploitant assure d'ores et déjà dans le cadre de son arrêté d'autorisation le suivi de la qualité des eaux souterraines par 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval).



Incidences projetées dues au projet

Il n'y aura pas de prélèvement dans la nappe.

Mesures proposées par l'exploitant

Aucune mesure complémentaire envisagée par l'exploitant.

L'étude d'impact identifie un enjeu faible sur les sols et eaux souterraines.

2.8 Déchets

État initial

Les déchets traités sont identifiés.

Les activités de transit, regroupement et conditionnement sont source de production de poussières.

Les activités de traitement des déchets non dangereux (broyage d'emballages en plastique), cette unité de recyclage fonctionne en circuit fermé et est associée à une station de traitement des eaux. Les eaux utilisées pour le rinçage des plastiques transitent par une cuve de 4 m³ et sont soit réinjectées dans le process soit traitées par des filtres avant d'être réinjectées dans le process.

Incidences projetées dues au projet

Les activités de regroupement et de conditionnement sont source de production de poussières.

Les quantités de déchets gérées et traitées actuelles et futures sont :

Déchets non dangereux	initial	projet
Verre	250 m ³	250 m ³
métaux	250 m ³	250 m ³
Déchets non dangereux apportés par le producteur initial	0 m ³	100 m ³ < < 300 m ³
emballages	3 450 m ³	7 450 m ³
DEEE	900 m ³	940 m ³
Déchets dangereux	initial	projet
Déchets dangereux (huiles noires et déchets conditionnés en vrac)	250 t	715 t
Déchets dangereux apportés par le producteur initial	0 t	15 t

L'augmentation de broyage d'emballages en plastique vides souillés (traitement de déchets non dangereux) de 10 à 30 t/j, produira des poussières.

Les filières de traitement des déchets dangereux et non dangereux de producteurs extérieurs et pris en charge par l'installation sont identifiées.

Mesures proposées par l'exploitant

Les poussières issues du broyage d'emballages en plastique vides souillés seront gérées par stockage dans des bennes et caisses palettes étanches bâchées.

Les incidences sont jugées faibles pour ces points.

2.9 Nuisances sonores, émissions lumineuses et vibrations

État initial

La campagne de mesures de bruit réalisée met en évidence des dépassements des seuils fixés par l'arrêté préfectoral en vigueur, l'une au nord au niveau de l'entrée du site et la seconde en limite de propriété à l'angle sud-est.

Incidences projetées dues au projet

Le projet d'installation ponctuellement d'un broyeur de déchets de bois sera une source supplémentaire de bruit sur le site lors de son utilisation.

Mesures proposées par l'exploitant

Le broyeur de déchets de bois est utilisé uniquement lors de campagnes de broyage.

Il est d'une capacité de 40 tonnes/heure est utilisé dans la limite de 280 tonnes par jour et au maximum 200 heures par an.

L'exploitant demande une modification des niveaux sonores prescrits dans l'arrêté préfectoral en vigueur.

Des détecteurs de présence sont installés afin de limiter l'utilisation de l'éclairage sur le site. En dehors des horaires de fonctionnement des installations, aucun éclairage n'est en fonctionnement sur le site.

L'enjeu au niveau du cadre de vie est ainsi jugé faible, les niveaux sonores sont maintenus.

2.10 Faune et flore/milieus/biodiversité

État initial

Le site est pré existant depuis plusieurs années, les sols sont imperméabilisés en très grande partie.

Le projet se situe en zone industrielle sans particularité paysagère ni d'enjeux particuliers.

Incidences projetées dues au projet

Le projet n'engendrera pas de destruction d'habitat, ni de dérangement pour la faune et l'avifaune.

Mesures proposées par l'exploitant

Aucune action particulière prévue par l'exploitant.

L'enjeu global pour la faune, la flore, les milieux et la biodiversité est jugé nul.

2.11 Paysage

État initial

L'élément patrimonial le plus proche du site est localisé à environ 1,5 km à l'est du site (église de La Chapelle-Saint-Luc). Le projet prévoit l'implantation d'un ouvrage de confinement des eaux d'extinction de type bassin étanche, réservoir enterré, cuve aérienne, d'un volume de 360 m³ ainsi que le rehaussement du mur coupe-feu au niveau du bâtiment 3. Il n'aura par conséquent aucune incidence sur le patrimoine culturel.

Le rehaussement du mur coupe-feu à l'arrière du bâtiment 3 permettra de limiter les flux thermiques en dehors des limites de propriété du site et notamment au niveau du parc de loisirs et de sport. L'établissement est caché de ce parc par une haie déjà présente.

Incidences projetées dues au projet

L'aspect visuel général du site n'est pas modifié, le projet n'a pas d'impact visuel. Par conséquent l'impact sur le paysage sera très faible.

Mesures proposées par l'exploitant

Aucune action prévue par l'exploitant.

L'enjeu global pour le paysage est jugé nul.

2.12 Trafic

État initial

Les axes routiers d'accès sont identifiés.

Le fonctionnement du site comprend 100 employés comptant environ 50 chauffeurs.

Le trafic actuel est en moyenne de 130 camions par jour, soit 260 mouvements.

Le trafic supplémentaire empruntera les accès actuels du site.

Incidences projetées dues au projet

L'augmentation du nombre de poids lourds est estimée à 3 camions par jour.

Mesures proposées par l'exploitant

Des mesures sont déjà en place afin de réduire les flux de circulation et notamment le départ et l'arrivée différés des véhicules de collecte en fonction des flux de l'activité, le stationnement en fin de journée des véhicules de collecte au domicile des chauffeurs afin d'optimiser les tournées ainsi que les chargements et déchargements des véhicules de collecte étalés tout au long de la journée permettant de ne pas engorger les voies de circulation aux alentours.

L'enjeu global pour le trafic est jugé modéré.

2.13 Santé et étude de risque sanitaire

Le site existant est implanté en zone urbaine à vocation industrielle.

Compte tenu de l'absence de rejet aqueux retenu, il n'y a pas non plus de voie de transfert.

Aucun projet récent ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale ou d'une enquête publique n'est susceptible d'avoir des effets cumulés avec le projet.

État initial

EAU

Les eaux de voirie sont traitées avant rejet au milieu naturel par un débourbeur/séparateur d'hydrocarbure.

Les eaux domestiques sont rejetées dans le réseau public.

Les eaux de lavage des contenants de substances dangereuses et du broyage des emballages en plastique souillés sont collectées et traitées vers la filière ad'hoc.

AIR

Les émissions atmosphériques liées à l'activité de l'établissement sont :

- Gaz d'échappement des véhicules circulant sur le site,
- Rejets liés à l'activité du site (déconditionnement et regroupement, stockage de certains déchets, dépotage/empotage des camions citernes),
- Rejets des installations de recyclage des plastiques (unités de recyclage des plastiques n°1 et n°2).

Incidences projetées dues au projet

Le site étant déjà existant, la plupart des modalités de suivi sont déjà en place et seront simplement maintenues pour le projet.

Le flux de véhicules entraîne une émission de poussières.

Mesures proposées par l'exploitant

EAU

La quantité d'eau rejetée dans le milieu naturel est similaire à cette rejetée actuellement.

La gestion des déchets dangereux et non dangereux ne produit pas de rejets aqueux supplémentaires

Un suivi des rejets aqueux et des eaux souterraines est réalisé par le pétitionnaire.

AIR

Les déchets dangereux et non dangereux sont stockés en alvéoles à l'abri des intempéries.

Un programme de nettoyage des voiries est déjà en place pour limiter les envols et la pollution des eaux de voirie.

L'activité de broyage des emballages en plastique est réalisée dans un bâtiment fermé.

Les matériels du broyeur de bois seront capotés.

L'enjeu global pour le trafic est jugé modéré.

2.14 Étude de dangers – Risques naturels

Le site est recensé comme « zone potentiellement sujette aux inondations de cave – fiabilité forte ». Le site ne fait pas partie des secteurs soumis à remontée de nappe identifiés au titre de l'article R151-341.

2.15 Étude de dangers – Risques technologiques

Phénomènes dangereux générés

Les principaux risques identifiés à l'issue de l'analyse des déchets sont le risque d'incendie, d'émissions de fumées toxiques ainsi que de pollution du milieu naturel en cas d'incendie.

Incidences projetées dues au projet

L'étude de dangers décrit les effets thermiques des différentes cellules de stockage de déchets.

Mesures proposées par l'exploitant

Des mesures organisationnelles et des moyens d'intervention contre l'incendie sont d'ores et déjà existants (modalités de prise en charge des déchets, leurs caractéristiques physico-chimiques et leurs différents modes de valorisation ou d'élimination envisagés...)

Des caméras thermiques sont implantées au niveau des zones sensibles du site et permettent d'alerter rapidement la direction en cas de départ de feu.

L'unité de recyclage des plastiques n°1 est équipée d'un système de détection de fumée et de chaleur ainsi qu'un détecteur de flamme avec transfert d'alarme sur des téléphones de la direction. Il y a également un système d'extinction par eau et additif automatique et manuel au niveau de la trémie de chargement.

Les déchets dangereux susceptibles d'entraîner une pollution du milieu naturel disposent de rétentions afin de contenir un éventuel épandage accidentel. Les opérations de dépotage sont réalisées sur une aire dédiée sur rétention permettant de confiner une éventuelle fuite. Certains déchets dangereux sont entreposés sur des rétentions distinctes notamment les acides et les bases.

Le besoin total en eaux d'extinction est de 210 m³/h pour une durée de 2 heures, assuré par :

- des extincteurs à raison d'au moins un extincteur par tranche de 250 m² de surface à protéger ;
- de robinets d'incendie armés ;
- de 2 poteaux incendie à moins de 200 m du site et débitant au minimum 200 m³/h chacun délivrant 1 bar de pression ;
- une bâche souple d'un volume de 45 m³ ;
- une motopompe et mouton à mousse implanté à proximité immédiate de la bâche souple ;
- un système d'extinction par eau et additif automatique et manuel au niveau de la trémie de chargement de équipements de broyage des emballages en plastiques vides souillés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque et des pelles.

Un ouvrage de type bassin étanche, réservoir enterré, cuve aérienne bassin de collecte des eaux d'extinction incendie de 380 m³ est prévu dans le cadre du projet.

La hauteur du mur au niveau du stockage des déchets dangereux liquides est augmentée pour limiter les effets extérieurs au site.

Les quantités de déchets par cellule de stockage sont déterminées.

Des murs coupe-feu sont existants entre les différentes cellules et activités exercées sur le site.

Maîtrise de l'urbanisation

Il ressort de l'étude de dangers que des effets irréversibles seraient perceptibles en dehors de l'établissement. Ces effets irréversibles affecteraient une partie du chemin appartenant au parc de loisirs et de sport et situé en limite de propriété du site sur une distance de 7,68 m représentant une distance de 2,68 m en dehors des limites de propriété de l'établissement.

La zone impactée par les effets irréversibles au niveau parc de loisirs et de sport n'a pas pour vocation à être bâtie.

Effets cumulés

Pas d'effets cumulés identifiés par l'exploitant.

2.16 Conformité aux BREFS IED

L'installation est actuellement soumise au BREF WT « traitement de déchets » par la rubrique 3550. Du fait de l'activité de reconditionnement de déchets dangereux, le site sera soumis à la rubrique 3510 qui fait référence également au BREF « WT ».

2.17 Justification du projet

Le site visé par le projet accueille d'ores et déjà les activités actuelles de COVED Environnement.

L'exploitant a choisi de renforcer son activité sur le site existant de LA CHAPELLE-SAINT-LUC :

- aucun besoin de nouveaux réseaux ou de nouvelles routes,
- pas de nouvelles surfaces imperméabilisées,
- aucun impact sur les éléments patrimoniaux,
- impact très faible sur le paysage.

3. CONSULTATIONS ADMINISTRATIVES

3.1 Services de l'État

L'examen du projet et de ses caractéristiques ont conduit l'Inspection de l'environnement à solliciter les avis et contributions de services concernés le 16 août 2023 en application des articles R. 181-18 et suivants du Code de l'environnement :

Thématique	Nom du service	Date de contribution	Observations	Nature de l'avis
Défense incendie	SDIS 10	12/10/23	Demande de compléments	Avis favorable
Patrimoine et archéologie	DRAC SRA 10	30/08/23	Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée immédiatement au maire de la commune	Observations
Architecture et patrimoine	DRAC UDAP 10	22/08/23	Le projet ne porte pas atteinte à la qualité des abords des monuments historiques environnants Proximité d'une aire sportive.	Observations
Environnement	DDT10/SEB	14/09/23	La végétation est prise en compte et ne devrait pas être impactée, prise en compte des zonages naturels, pas d'observation du point de vue loi sur l'eau	Observations
ARS	Service environnement	28/09/23	Demande de mesures de prévention	Avis favorable sous réserve que des mesures de prévention et d'intervention soient prévues en phase chantier
Aménagement et mobilité	DDT10/SAME	14/09/23	L'emprise au sol est limitée à 80 % de l'unité foncière La hauteur des constructions les unes aux autres sur une même propriété est limitée à 25 m	Avis favorable
CONSEIL REGIONAL GRAND EST	Service technique	11/02/25	Respect de la hiérarchie des modes de traitement Respect des prescriptions émises concernant la zone de chalandise Transmission des données de l'installation à l'observatoire régional	Avis favorable sous réserve du respect des demandes

ARS-service environnement de l'Aube

L'ARS demande que soient prévues les mesures de prévention et d'intervention en phase chantier suivantes :

- obligation de stocker tout produit polluant dans des contenants et sur des rétentions adaptées,
- de ravitailler les engins de chantier à l'extérieur du site ou sur des aires étanches spécialement aménagées,
- disposer de kits d'intervention en cas de fuite.

SDIS de l'Aube

Outre les prescriptions d'ordre général déjà établies dans le modèle d'arrêté préfectoral et figurant dans l'emplacement réservé sur la plate-forme collaborative (défini dans la doctrine régionale), le SDIS recommande d'inclure dans le projet d'arrêté préfectoral les éléments suivants :

Pour les "Vu" :

Code de l'urbanisme, article R 111-2 et articles R 111-5 et 6

Arrêté ministériel du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de défense extérieure contre l'incendie.

Arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 portant règlement opérationnel des services d'incendie et de secours de l'Aube.

Arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 fixant le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.

Pour les "Considérant" :

L'établissement est accessible aux engins de secours.

La défense extérieure contre l'incendie s'avère satisfaisante.

Conseil régional GRAND-EST

Le conseil régional propose d'ajouter :

- le respect de la hiérarchie des modes de traitement (valorisation matière>valorisation énergétique>stockage), afin de s'assurer entre autre de l'atteinte de l'objectif réglementaire de baisse du stockage ;
- le respect des prescriptions émises concernant la zone de chalandise des déchets dangereux ;
- la transmission des données de l'installation à l'observatoire régional et notamment les tonnages réceptionnés sur ce site par nature (code déchets) et par provenance géographique (département, pays). Cette demande s'inscrit dans le cadre de l'objectif du SRADDET d'améliorer le suivi des tonnages stockés et de préserver les capacités nécessaires du traitement des déchets produits sur le Grand-Est.

Consultations administratives – Autorité environnementale

A la suite de la saisine du 3 janvier 2025, la mission régionale de l'autorité environnementale a rendu un avis sur le projet de la société COVED en date du 20 février 2025.

Les principales recommandations de l'Autorité Environnementale sont résumées ci-dessous :

- L'Autorité environnementale (Ae) partage l'analyse présentée dans le dossier sur la participation du projet à l'atteinte des objectifs de la région Grand Est sur ces thèmes, mais regrettant que l'analyse [n'ait] pas été portée sur la compatibilité avec les PRPGD des autres régions d'où les déchets peuvent provenir, elle recommande de compléter le dossier avec cette analyse ;
- L'Ae comprend l'intérêt économique de localiser le projet sur le site existant, mais considère par ailleurs que le dossier ne comporte pas pleinement l'analyse des solutions de substitution raisonnables prévue à l'article R.122-5 II 7° du code de l'environnement. En

effet, la présentation de solutions alternatives participe à la justification de tous les choix retenus par le projet et à l'application amont du principe d'évitement après analyse multicritères.

Elles doivent notamment porter sur :

- le dimensionnement du projet et son adéquation avec les besoins ;
- l'optimisation des impacts environnementaux et sanitaires au regard de sa localisation ;
- les choix d'aménagement au sein du site choisi ;
- les techniques et technologies industrielles de traitement des rejets et de gestion des déchets... ;
- les choix concernant les matières premières, la ressource en eau ou l'énergie... ;
- les modalités de transport (approvisionnements, expéditions,...).

L'Ae recommande en conséquence au pétitionnaire de justifier tous les choix effectués pour le projet, pour l'aménagement sur le site et les procédés technologiques retenus pour démontrer qu'ils correspondent à ceux de moindre impact environnemental.

L'Ae recommande à l'exploitant de préciser dans son dossier la localisation et les modalités du lavage de ses véhicules et de la prise en compte de ses impacts sur l'environnement.

Le site est soumis à un contrôle régulier des eaux, avec un suivi semestriel imposé par l'arrêté préfectoral de 2000 pour les eaux pluviales et de lavage. L'arrêté complémentaire de 2019 impose également un suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines. Les dernières analyses disponibles dans le dossier (février 2023) n'ont révélé aucune pollution dans les ouvrages du site.

Mais l'Ae s'étonne que le dossier ne contienne pas les autres analyses produites depuis février 2023, puisque les suivis sont semestriels et recommande de compléter le dossier avec ces derniers.

L'Ae recommande au pétitionnaire de :

- compléter le dossier avec des données sur la qualité de l'air plus récentes et de préciser le protocole des mesures et leur localisation ;
- faire des mesures sur les terrains de sport et le parcours de santé situés à proximité directe, ainsi que pour les logements.

L'Ae recommande au pétitionnaire de compléter son dossier par un bilan global des émissions de gaz à effet de serre (GES) qui comprenne toutes les dimensions du projet :

- détailler les consommations énergétiques et les mesures prises pour les limiter ou les réduire ;
- indiquer les GES émis et les référentiels de calcul (en précisant les émissions prises en compte : trafic routier, installations...) ;
- détailler les modes de transports envisagés et les distances parcourues qui sont déterminants ;
- réaliser un bilan carbone des activités (matières premières, transport, construction, fonctionnement/exploitation, démantèlement, recyclage...).

Elle recommande également au pétitionnaire de proposer des mesures de compensation des émissions de gaz à effet de serre, prioritairement locales.

L'Ae recommande que les prescriptions actuelles applicables à l'installation soient maintenues.

Elle recommande également à l'exploitant la réalisation d'un plan de gestion du bruit pour limiter les nuisances et qu'une nouvelle campagne de mesures de bruit soit réalisée à l'issue de l'installation des nouvelles activités pour s'assurer du respect des seuils.

L'Ae recommande au pétitionnaire de compléter le résumé non technique avec les compléments à apporter au regard des recommandations du présent avis.

Si l'Ae relève que le dossier évoque bien l'incendie de 2024 en mentionnant la reconstruction d'un bâtiment incendié comme l'un des éléments du projet, il ne détaille pas les causes, les conséquences ou les enseignements tirés de cet incident.

L'Ae recommande que, pour une meilleure connaissance du public, le dossier présente une analyse plus approfondie de cet incendie récent et de son impact sur les populations présentes à proximité (terrains de sport, parcours de santé...) et sur le projet.

3.4 Mémoire en réponse de l'exploitant

En date du 17 avril 2025, l'exploitant a transmis un mémoire en réponse à l'avis de la MRAE. Le mémoire en réponse du pétitionnaire répond aux demandes de l'Autorité Environnementale.

4. CONSULTATION DU PUBLIC

4.1 Avis des conseils municipaux et communautaires

Les collectivités territoriales intéressées par le projet et ayant répondu dans les délais impartis sont recensées ci-dessous :

- Commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS
- Commune de SAINT-LYÉ
- Commune de SAINTE-SAVINE

L'ensemble des collectivités mentionnées ci-avant ont émis un avis favorable sans préconisations ou règles à respecter.

4.2 Avis reçus durant l'enquête publique

Le dépouillement du registre d'enquête a permis de constater qu'aucune contribution du public n'est portée.

Aucune observation n'a été relevée sur le site internet des services de l'Etat, dédié à cette enquête.

Aucune lettre parvenue en mairie de LA CHAPELLE-SAINT-LUC nous a été communiquée.

Aucune visite du public lors de nos permanences.

Aucun public n'a demandé à consulter le dossier pendant les ouvertures de la mairie selon les services de cette commune.

4.3 Rapport du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur indique que l'enquête publique s'est déroulée du 1^{er} septembre au 30 septembre 2025 dans les formes réglementaires. Il n'a été constaté aucun événement susceptible de remettre en cause son bon déroulement.

Ainsi, le commissaire enquêteur conclut :

- « Ainsi, par ces constats et par l'engagement du pétitionnaire à tenir compte des remarques de la MRAE, j'estime que la demande de la COVED Environnement peu être examinée au vu d'une enquête publique très positive.
- Nous émettons un avis favorable à ce projet de D.A.E. déposé par la société COVED environnement. »

5. EXAMEN DES ENJEUX DU PROJET ET PROPOSITION DE L'INSPECTION

Compatibilité aux documents d'urbanisme + plans et programmes

Le dossier est compatible avec le PLU.

Le dossier est compatible au SDAGE.

Le dossier est compatible avec les dispositions du SRADDET et du PRPGD, notamment au niveau de l'origine des déchets pour les déchets non dangereux et dangereux.

Capacités techniques et financières

Les capacités techniques et financières de la société COVED ENVIRONNEMENT sont satisfaisantes.

Air

Les éléments du dossier permettent d'appréhender les incidences du projet sur le milieu air en fonctionnement normal des installations.

Les émissions atmosphériques sont essentiellement dues aux gaz d'échappement des véhicules fréquentant et circulant sur le site et au déconditionnement et regroupement, stockage de certains déchets, dépotage/empotage des camions citernes, le broyage de bois et les installations de recyclage de plastiques.

L'inspection considère qu'il convient donc de fixer par voie d'arrêté préfectoral les conditions d'exploitations des installations concernées notamment :

- compte tenu du flux de véhicules :

- l'entretien des véhicules et le respect des valeurs limites de rejets des gaz d'échappement,
- les opérations de chargement et de déchargement seront réalisées moteurs à l'arrêt
- le balayage-nettoyage du site sera réalisé tous les 15 jours avec tenue d'un registre
- le personnel fera un nettoyage quotidien à chaque fin de journée avec tenue d'un registre

- les fûts et contenants de déchets inflammables et réactifs seront étanches et stockés en l'état. Ils ne font l'objet d'aucune manipulation de regroupement ou de reconditionnement et les déchets dangereux liquides en vrac sont stockés de façon temporaire au sein de cuves étanches de stockage (parc à cuves) après dépotage sur l'aire dédiée sur le site.

- le broyeur à bois sera capoté.

L'inspection considère qu'il convient donc de fixer par voie d'arrêté préfectoral les modalités d'exploitation

Eaux superficielles – Aspect quantitatifs

Les eaux souillées issues du lavage des conditionnements ayant contenu des substances ou mélanges dangereux seront récupérées et traitées comme des déchets dangereux.

L'unité de broyage/recyclage des emballages en plastique vides souillés dispose d'une station de traitement des eaux et fonctionne en circuit fermé.

Compte tenu de l'emprise du site (2,76 ha), le site sera soumis à la rubrique 2.1.5.0 au titre de la législation des IOTA (Loi sur l'eau) au régime de la Déclaration.

L'inspection considère qu'il convient donc de fixer par voie d'arrêté préfectoral les modalités de gestion des eaux sus-mentionnées.

Sol et eaux souterraines

L'exploitant assure d'ores et déjà dans le cadre de son arrêté d'autorisation le suivi de la qualité des eaux souterraines par 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval).

Déchets

L'augmentation de l'activité ne modifie pas les filières actuelles de valorisation ou de traitement des déchets mises en œuvre par l'exploitant.

Le bassin de chalandise des déchets sera prescrit par voie d'arrêté préfectoral.

Faune et flore

Aucun impact particulier n'est identifié.

Nuisances sonores, émissions lumineuses et vibrations

Afin de limiter les nuisances sonores, le fonctionnement du broyeur de déchets de bois et l'unité de broyage des emballages en plastique vides souillés ne seront pas simultanés.

Le broyeur à bois sera utilisé uniquement lors de campagne de broyage pour une utilisation de 200 heures par an environ.

Des détecteurs de présence sont installés afin de limiter l'utilisation de l'éclairage sur le site. En dehors des horaires de fonctionnement des installations, aucun éclairage n'est en fonctionnement sur le site.

L'inspection considère qu'il convient donc de fixer par voie d'arrêté préfectoral les modalités d'exploitation ainsi qu'une campagne de mesures acoustiques.

Paysage

L'enjeu global pour le paysage est jugé nul, aucune action particulière n'est identifiée.

Trafic

Les actions portant sur les véhicules portent essentiellement sur les impacts air, le trafic est jugé modéré sur la zone industrielle existante.

Santé et étude de risque sanitaire

Les mesures prises par l'exploitant actuelles et futures sont maîtrisées.

Étude de dangers – Risques technologiques

Les principaux risques identifiés à l'issue de l'analyse des déchets sont le risque d'incendie, d'émissions de fumées toxiques ainsi que de pollution du milieu naturel en cas d'incendie.

Des mesures organisationnelles et des moyens d'intervention contre l'incendie sont d'ores et déjà existants.

Compte tenu des risques incendie et de l'historique du site, les moyens de détection incendie (caméras, caméras thermiques, détecteur de flamme, dispositifs de détection de fumées) seront renforcés au niveau des zones sensibles (stocks de déchets dangereux, DEEE, unité de recyclage des plastiques n°1).

Un ouvrage de confinement sera réalisé sur le site pour la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.

La hauteur du mur au niveau du stockage des déchets dangereux liquides sera augmentée pour limiter les effets extérieurs au site.

Les quantités de déchets par cellule de stockage sont déterminées.

Des murs coupe-feu sont existants entre les différentes cellules et activités exercées sur le site.

Les quantités de déchets stockées par zone seront encadrées.

L'inspection considère qu'il convient de fixer par voie d'arrêté préfectoral les modalités de gestion des risques incendie.

Conformité aux BREFS IED

L'installation est actuellement soumise au BREF WT « Stockage temporaire de déchets » par la rubrique 3550.

Du fait de l'activité de traitement de déchets dangereux, le site sera soumis à la rubrique 3510 qui devient la rubrique principale.

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative au traitement de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF « WT ».

Garanties financières

Les activités ne sont pas soumises à la constitution de garanties financières.

Justification du projet et analyse des solutions alternatives

Le projet se justifie sur le site actuel compte tenu de son implantation géographique et des besoins d'unités de gestion des déchets dangereux et non dangereux dans l'Aube.

6. AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le présent dossier de demande d'autorisation est globalement de bonne qualité. L'étude d'impact aborde l'ensemble des enjeux relatifs au projet.

Les états initiaux montrent que l'exploitation actuelle se fait sans impact notable sur l'environnement et l'exploitant démontre sa capacité à garder ce niveau de contrôle et à l'étendre au projet d'extension.

S'agissant de l'étude de danger, les éléments présentés par le pétitionnaire n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection. L'examen des différents critères ne fait apparaître aucun phénomène dangereux jugé inacceptable au sens de la réglementation et pour le voisinage. Elle estime que l'étude est complète et tient compte des dangers que présente ce type d'installation.

Au vu des éléments fournis par la société dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, des avis formulés lors de la consultation du public et des instances concernées et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'Inspection des installations classées considère que les mesures envisagées, sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, de limiter les risques au long de la vie du projet et répondent aux remarques du commissaire-enquêteur.

Il est par ailleurs proposé d'abrogé les actes suivants :

Arrêté préfectoral n° DDT-SG-2016064-0001 du 4 mars 2016, l'exploitant ayant satisfait à ses obligations.

Arrêté préfectoral n° 2014155-0006 du 4 juin 2014, les installations ne sont plus soumises à l'obligation de constitution de garanties financières à la suite de la publication de la Loi n°2023-973 relative à l'industrie verte entrée en vigueur au lendemain de sa publication, soit le 25 octobre 2023.

Dans ces conditions, l'inspection des installations propose à Monsieur le Préfet de l'Aube d'accorder la mise à jour de l'autorisation environnementale sollicitée par la société COVED ENVIRONNEMENT par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté annexé au présent rapport et des engagements du pétitionnaire.

*